

Nouveaux périls, nouveaux enjeux

Penser une reconstruction ou une refondation de la gauche ne peut se limiter aux frontières de l'Hexagone. C'est le devenir humain dans un monde lourd de périls qu'il faut penser. C'est au niveau de la définition d'un nouvel humanisme qu'il convient de se hisser.

PAR
PATRICK VIVERET*

La France n'est pas la seule touchée par la montée d'un populisme autoritaire même s'il prend à travers le lepénisme un visage particulièrement hideux. La Hollande, le Danemark, l'Italie, les États-Unis témoignent sous des formes diverses d'un risque majeur de dérèglement de l'expression collective vers des formules politiques fondées sur la peur d'autrui et dérapant vers des formes sécuritaires xénophobes ou racistes. Les attentats du 11 septembre et la montée de ces populismes à tendance autoritaire marqueront peut-être dans l'histoire l'entrée en crise de la seconde grande tentative de « société de marché » qu'a connue l'Occident. La première, qui marqua le XIX^e siècle, se conclut par la Première Guerre mondiale. Elle a été fortement analysée par Karl Polanyi dans *La grande transformation*. Elle conduisit les sociétés développées, après deux guerres mondiales et deux grands faits totalitaires, le nazisme et le stalinisme, à construire les grands systèmes de régulation nationaux du *Welfare state*. La seconde tentative de société de marché, née de la révolution conservatrice anglo-saxonne des années quatre-vingt et de la dérégulation internationale organisée qui l'a accompagnée, n'aura elle, si l'hypothèse est fondée, duré qu'une trentaine d'années. Elle signe l'échec de la tentative de subordination par le lien économique marchand des autres formes majeures de lien social que sont les liens politiques, symboliques et affectifs. Si nous voulons éviter que le retour du politique et des grandes croyances collectives s'opère à nouveau sous une forme dramatiquement régressive, il va nous falloir, beaucoup plus rapidement que nous le pensions, construire une démocratie mondiale et opposer à la logique du choc des civilisations celle d'un dialogue exigeant entre les grandes traditions culturelles et spirituelles de l'humanité.

● L'humanité menacée par sa propre inhumanité

L'espace planétaire appelle en effet un renversement radical d'une logique de civilisation et de pacification fondée sur la peur de la barbarie extérieure. La plupart des grandes philosophies politiques ont distingué

* Responsable de la revue *Transversales science culture*.

« un état de nature », où l'homme était renvoyé à la violence et à la guerre, d'un « état civil » où les rapports étaient pacifiés, l'État disposant seul du monopole de la violence légitime, selon l'expression fameuse de Max Weber. La guerre interdite à l'intérieur mais licite à l'extérieur, tel est le fondement des grandes formes politiques que s'est données l'humanité de la cité grecque aux États-nations en passant par les empires. L'étranger, l'infidèle, le barbare ont constitué ainsi les figures de l'adversaire, celui face auquel la communauté se constituait et maintenait son unité. Nous n'avons pas encore pleinement mesuré à quel point la mondialité et le fait démocratique bouleversent radicalement cette distinction pluri-millénaire. La démocratie, en organisant une division à l'intérieur de la cité ou de la nation, fait baisser nécessairement la tension par rapport à l'extérieur. La mondialité, elle, conduit l'humanité à se poser la question de son unité et de sa gouvernance sans que, pour le moment du moins, elle puisse recourir à la facilité d'ennemis extra-humains pour construire sa propre pacification. Depuis 1492 et la découverte de l'Amérique, c'est-à-dire depuis qu'il n'existe plus de *terra incognita* pour l'humanité, c'est ainsi contre la barbarie intérieure que se joue le destin de la mondialité et c'est en Europe que le déplacement de cet enjeu de civilisation a pris sa dimension la plus tragique. C'est aussi sans doute pourquoi l'Europe, parce qu'elle a su inventer un au-delà à Auschwitz, se doit de montrer qu'il existe une voie planétaire vers le meilleur, elle qui porte dans sa chair la démonstration que l'humanité, quand elle s'enivre de volonté de puissance, peut toucher le fond de l'inhumanité.

La logique de la guerre est l'envers de la mondialité et de la démocratie. Elle réinstalle en permanence de la régression, de la purification identitaire ou ethnique, de la volonté de puissance. Il est donc essentiel de comprendre que la guerre économique qui justifie aujourd'hui toutes les régressions sociales n'est pas le vecteur de la mondialité mais son contraire. La forme sauvage de globalisation ou de mondialisation qu'elle véhicule est inhumaine au sens précis du terme, c'est-à-dire qu'elle se désintéresse des humains quand elle ne les prend pas pour cible. Seule l'intéresse la circulation des capitaux, des informations ou des objets. Les hommes, eux, sont une charge, comme l'exprime bien la comptabilité, et on s'en méfie de plus en plus, soit en les remplaçant par des machines soit en s'en protégeant par la fermeture des frontières extérieures ou l'envoi des mendiants hors des murs de nos villes. Les humains ne trouvent grâce aux yeux des nouveaux guerriers de l'économie que s'ils sont porteurs de capitaux, d'informations utiles à la guerre, c'est-à-dire comme touristes ou hommes d'affaires.

● Guerriers puritains ou coopérateurs ludiques

La traduction présente du phénomène, c'est que le décalage entre le modèle culturel, social et politique et le modèle technique et économique est explosif. Plus nous produisons de richesses avec moins de travail humain, plus nous échappons au règne de la rareté et plus la question essentielle de l'humanité ne devrait plus être celle de la lutte pour la survie

mais de la coopération pour la qualité et l'intensité de vie. Loin d'adhérer au modèle des guerriers puritains commun à Georges Bush et à Ben Laden, nous devrions être des coopérateurs ludiques. Comme l'ont montré les travaux préparatoires à la conférence de Johannesburg sur le développement durable, seule une logique de coopération est de nature, au niveau mondial, à traiter des questions aussi cruciales que l'eau, les épidémies (en particulier la pandémie du sida), la malnutrition ou le chômage.

Or, le modèle culturel aujourd'hui dominant en Asie (Japon mais aussi Chine) et en Amérique du Nord est au contraire de réagir à la difficulté par un surcroît de vitesse, d'effort, de logique guerrière. C'est ici que nous allons retrouver la force du puritanisme sexuel qui en constitue l'un des traits dominants, et qui rappelle la montée de cette « peste émotionnelle » analysée par Wilhelm Reich dans les années trente. Misère sexuelle et spirituelle vont de pair chez ceux qui lisent le monde à travers le schéma binaire simplificateur et sectaire de l'axe du mal ».

Le fantasme de ces obsédés de la rareté n'est pas érotique : il est pornographique, c'est-à-dire fondé non sur le désir amoureux mais sur celui de la domination. Si, comme l'a bien vu René Girard, la question principale est de savoir si, et comment, le religieux s'extrait du sacrifice, force est de constater que la logique sacrificielle s'est reportée dans le fait religieux, qui joue un grand rôle, dans ces cultures, sur le sacrifice de la sexualité. Celle-ci n'est plus vécue alors que sur le modèle du dévouement coupable, associée à la logique de domination et de guerre : fantasmes ou réalités de viols et d'inceste sur les dominés, les femmes et les enfants, fantasme de possession associé au pouvoir et à la richesse, vision mâle de la sexualité, etc. Ce n'est pas par hasard si misère spirituelle et misère sexuelle vont aujourd'hui de pair : la drogue, les sectes, la sexualité refoulée ou obscène en sont les composantes régulières que celle-ci prenne la forme de l'exhibitionnisme et du voyeurisme au Nord, ou de l'interdit et du masque des corps au Sud. Il faut comprendre pourquoi s'établit ce lien en profondeur et prendre garde au fait qu'il existe désormais, comme à l'époque de la montée des fascismes, un véritable anti-libéralisme ultra-conservateur qui associe critique du libéralisme culturel et du libéralisme économique et politique. C'est en ce sens que le mouvement social et civique mondial ne doit pas se satisfaire du concept paresseux de « mondialisation néolibérale » dont le symétrique exact serait alors un nationalisme (ou un souverainisme) archéo-autoritaire. En réalité, les deux obstacles majeurs qu'affronte l'émergence d'une civilisation mondiale est d'une part l'intégrisme aux formes de plus en plus violentes et d'autre part un capitalisme américain de plus en plus autoritaire et de moins en moins libéral. Celui-ci se révèle ainsi de plus en plus nationaliste et opposé à l'émergence de régulations mondiales qu'elles soient écologiques (refus du protocole de Kyoto), juridiques (refus de la Cour pénale internationale), politiques (refus d'une réforme des

*Le mouvement social
et civique mondial
ne doit pas se satisfaire
du concept paresseux
de « mondialisation
néolibérale ».*

Nations unies) et même économiques (barrières protectionnistes pour son agriculture, son industrie et ses brevets).

Sur ce terrain, l'Europe se doit de proposer une voie capable d'offrir une alternative à ce triangle mortifère que constitue la peur, le repli, la rivalité inter-humaine. Elle doit lier qualité de vie, qualité démocratique et qualité relationnelle en faisant de l'art de vivre une question pleinement politique. Cette recherche est d'autant plus nécessaire que les périls s'accumulent à l'horizon et que ceux-ci empruntent plusieurs traits aux grands dérèglements émotionnels des années trente. Ainsi, face à la mondialisation sauvage de la guerre économique, il est possible de promouvoir une vision et une stratégie positive de la mondialité qui soit fondée sur une logique de coopération, de citoyenneté et d'art de vivre. Les nouvelles technologies

peuvent servir d'atout à ce projet et la réduction du travail dans le temps de vie n'est pas fatalement vouée à prendre la forme sauvage du chômage de masse. Nous pouvons, comme l'écrit Edgar Morin, sortir de l'âge de fer planétaire et faire un progrès significatif dans la voie de l'humanisation. Non seulement tout cela est possible mais on peut même montrer que c'est la seule voie réelle pour que la mondialisation n'ex-

Le libéralisme économique, en se refusant à assumer pleinement le libéralisme politique et culturel, se mue en autoritarisme.

pluse pas et n'ouvre la voie à des régressions tribales, comme l'ex-Yougoslavie, le Rwanda ou l'Afghanistan en ont montré la possibilité.

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins: le libéralisme économique, en se refusant à assumer pleinement le libéralisme politique et culturel, se mue en autoritarisme et ouvre la voie à de nouvelles formes d'un populisme qui peut se muer dans des circonstances dramatiques (par exemple une crise financière globale), en une forme nouvelle de fascisme. Prenons garde à ne pas nous tromper d'adversaire. C'est moins une mondialisation libérale qu'il faut combattre qu'un capitalisme autoritaire refusant l'émergence de régulations mondiales à l'image de la nouvelle politique américaine. Le combat pour l'émergence d'une démocratie mondiale est à inscrire dans cette alternative aux risques autoritaires qui peuvent prendre la forme du capitalisme mais aussi de l'intégrisme. Et cette démocratie ne peut se contenter de démilitariser la lutte pour le pouvoir. Elle doit en changer la nature.

● La démocratie et la qualité du pouvoir

La désaffection à l'égard du politique, dont l'absentéisme électoral en Occident constitue la forme la plus visible, mais non la plus grave, est en effet marquée par un paradoxe: d'un côté on reproche aux responsables politiques d'avoir trop de pouvoir et de le confisquer; de l'autre d'être « impuissants » (notamment face à une économie mondialisée) et donc de ne pas en avoir assez.

La première critique, on l'a vu une nouvelle fois en France à l'occasion des élections présidentielles et législatives, est celle de la confiscation du pouvoir. Dans sa forme positive, elle s'exprime par des demandes de

démocratie participative, de citoyenneté active, de parité face à la confiscation sexuelle du pouvoir. Dans sa forme négative, elle se manifeste par l'absentéisme électoral, la tentation de rejeter en bloc les politiques comme « tous pourris », le refus de la loi et le dérapage vers la violence. La seconde critique reproche au politique son impuissance face à des forces ou des problèmes qui semblent le dépasser, qu'il s'agisse de la finance internationale, de la sécurité alimentaire, du dérèglement du climat, ou des mutations génétiques.

Mais s'agit-il du même pouvoir? Le terme lui-même évoque deux réalités très différentes dans leur principe, même si elles sont en partie mélangées dans leur application. Cette distinction s'exprime même graphiquement et grammaticalement : en minuscules il s'agit d'un verbe auxiliaire appelant nécessairement un complément ; en majuscules il devient un substantif : c'est le POUVOIR à atteindre ou à conserver et il se suffit alors à lui-même. C'est en parlant du second que Machiavel a construit le découplage du politique et de l'éthique préparant la mutation conceptuelle que Malthus et Jean-Baptiste Say allaient opérer, eux, en affranchissant l'économie de la question morale. Mais c'est du premier sens du mot dont parle Michel Foucault dans ses dernières œuvres quand il considère, que « le pouvoir n'est pas simplement ce qui bride l'autonomie, et qu'il est tout autant ce qui la produit ». Dans un cas, il s'agit d'un pouvoir de domination ; dans l'autre, d'un pouvoir de création. La différence est de taille même si la réalité politique répugne à opérer cette distinction, car c'est au nom du pouvoir comme création ou comme protection qu'elle légitime un pouvoir de domination. Elle doit être rappelée dès que l'on évoque les questions du volontarisme politique comme réponse à l'impuissance. Car ce que l'on reproche au pouvoir « en trop », au pouvoir confisqué, cumulé, voire corrompu, c'est son opacité, sa captation, sa domination sur les citoyens. Mais le fait nouveau c'est que ce pouvoir de captation ou de domination n'a même plus la capacité de peser sur les grands problèmes que doivent traiter les collectivités humaines, du local au mondial. Là où historiquement on le supportait car il limitait d'autres maux, notamment ceux provoqués par les effets pervers de l'économie, il semble devenu lui-même sans pouvoir. Il perd alors sur les deux tableaux aux yeux des citoyens.

● Pompiers ou pyromanes ?

Les démocraties sont ainsi aujourd'hui confrontées à un défi redoutable. Les qualités que l'on attend des responsables publics pour exercer leur ministère sont pratiquement inverses de celles qu'il leur a fallu manifester pour y accéder. Ils (ou elles) ont dû se mettre en avant, chercher à déstabiliser les autres candidats, développer l'art du double langage, jouer de registres émotionnels simplificateurs, bref se comporter comme des guerriers dominants, peu regardants sur les moyens, et notamment les moyens financiers, qui leur permettent d'accéder au pouvoir. On leur demande une fois élus de savoir écouter, d'être des fédérateurs d'énergie, de résoudre des problèmes complexes qui exigent qu'ils soient des ensembliers et des coopérateurs, des médiateurs et des pacificateurs ; on attend d'eux qu'ils

soient les garants de l'État de droit et les organisateurs de la lutte contre la corruption. Autant dire que l'on valorise des qualités de pyromanes pour exercer le métier de pompier.

On aura compris que cette ambivalence profonde du pouvoir n'atteint pas seulement les gouvernants; elle est présente chez les électeurs, comme chez les adhérents de base d'un parti, sous une double forme :

- celle bien résumée par la formule fameuse de La Boétie sur « la servitude volontaire » : la demande plus ou moins inconsciente de domination peut être due à la peur des responsabilités, à la fascination du leader. En tout état de cause elle témoigne d'un rapport encore infantile au politique et les dominants en jouent pour légitimer leur propre pouvoir. C'est pour cette raison que le mécanisme électif est une condition nécessaire mais non suffisante de la démocratie. Nombre de dictateurs ont été élus ou réélus en jouant de cette ambivalence des gouvernés;

- celle du désir plus ou moins conscient d'accéder soi-même à cette forme de pouvoir sur autrui qui peut être d'autant plus importante que l'on est soi-même victime de pouvoirs hiérarchiques supérieurs...

Cette ambivalence des électeurs (ou des adhérents) complique le problème, elle n'en change pas la nature. Et si l'on raisonne en termes dynamiques, on doit bien constater que si la forme associative est aujourd'hui l'une des plus adaptées à la demande démocratique c'est précisément parce qu'elle se situe beaucoup plus du

côté du pouvoir comme création que comme domination. Et c'est la raison pour laquelle nous avons vu naître au cours de ces dix dernières années non seulement une société civile, mais aussi une société civique mondiale. Car ces associations d'un nouveau type, celles qui se caractérisent comme mouvements de citoyenneté ou associations civiques traitent directement de questions politiques. Un rassemblement comme celui du Forum social mondial de Porto Alegre est au meilleur sens du terme un rendez-vous politique.

C'est pourquoi on ne peut se contenter de définir la démocratie comme « pouvoir du peuple » sans s'interroger sur la nature et la qualité de ce pouvoir. Si cette qualité est faible ou négative, ce pouvoir se réduit à l'expression des peurs, des rivalités voire des « caprices » selon l'expression de Renan. C'est alors que l'expression populaire peut se faire le fourrier de la « servitude volontaire » et placer ou maintenir au pouvoir des dictateurs, des despotes ou des tyrans : Hitler, pour ne prendre que ce seul exemple, est d'abord arrivé légalement à la chancellerie allemande et n'a réalisé qu'ensuite son coup de force. C'est pourquoi l'expression quantitative de la démocratie fondée sur l'élection doit être en permanence renforcée par une exigence qualitative qui est celle de la citoyenneté. Celle-ci peut être en effet définie comme l'exercice qui dépasse la simple opinion (ou l'humeur) pour

On ne peut se contenter de définir la démocratie comme « pouvoir du peuple » sans s'interroger sur la nature et la qualité de ce pouvoir.

construire un jugement civique. C'est alors un véritable procès (processus) qui prend du temps, suppose un espace public et un service public susceptible de porter à la connaissance des citoyens les informations, les expertises, les arguments divergents, les scénarii différents qui, sur tel ou tel dossier où l'intérêt général est à construire, vont permettre la formation d'une délibération puis d'une décision dont la qualité sera très supérieure à celle de la simple démocratie d'opinion. Il nous faut alors dépasser l'idéalisme qui feint de croire que le peuple « a toujours raison ». De même que tout être humain n'est pas seulement un être de besoins et de raison (un animal rationnel), mais qu'il est tout autant, et souvent davantage, un être de désir et d'angoisse, une collectivité est en permanence traversée d'émotions et de passions qui peuvent être aussi bien destructrices que créatrices. Composé d'êtres humains concrets, un peuple est tout autant traversé par ces passions et, comme l'a montré la psychologie des foules, il peut même, dans certaines situations, être psychologiquement plus infantile que chacun des individus qui le composent. Des phénomènes comme la peur, l'enthousiasme, la fascination peuvent en effet emporter plus facilement les barrières rationnelles d'une collectivité fusionnelle que d'un individu. Il nous faut donc considérer les vecteurs qualitatifs de la démocratie citoyenne. Ceux-ci correspondent à trois grandes sources de légitimité dont il faut organiser la tension dynamique :

- celle de l'expression collective bien sûr, mais en sachant que l'élection (et plus encore la règle de la majorité simple) n'est qu'un outil (et pas le seul) de cette expression. La clef qualitative de cette expression passe par la qualité de participation, mais aussi de délibération en amont des choix, et par la qualité des processus d'évaluation qui permettent ensuite à la collectivité démocratique de former son jugement sur les résultats des politiques publiques ;
- celle du socle fondateur, qui définit sur le temps long ce qui soude la collectivité malgré ses différences individuelles et collectives. C'est ce socle fait de grandes valeurs et de grandes règles que l'on trouve garanti (ou devrait l'être) par les Constitutions. L'expression collective peut le remettre en cause (réforme des Constitutions) mais cette transformation, parce qu'elle touche à l'essentiel du vivre ensemble, doit s'entourer de précautions destinées à garantir qu'un tel changement est réellement voulu et assumé : une Constitution ne se réforme pas comme une simple loi ; des règles précises sont par exemple requises, telles qu'une majorité qualifiée beaucoup plus importante que la majorité simple ou relative ;
- celle, enfin, de l'expertise et de la compétence, qui doit alimenter la délibération publique d'informations et d'arguments de qualité, fournir les outils d'intelligence politique que sont les processus de prospective, de planification stratégique et d'évaluation, être gardienne des leçons tirées des évaluations antérieures et jouer en permanence un rôle de « conseil » de l'expression collective que celle-ci s'exprime directement (citoyenneté active et démocratie participative) ou par le biais de la représentation.

Ces trois fonctions doivent être articulées et en tension dynamique pour remplir leur rôle. Si elles sont cloisonnées, ou si l'une d'entre elles est subordonnée ou absorbée, la qualité démocratique se trouve fortement dégradée.

L'expression collective affranchie du socle fondateur peut varier au gré des passions et des modes, et l'inflation législative et réglementaire déjà excessive sera encore aggravée. À l'inverse, un Conseil constitutionnel (ou une Cour suprême) qui sort de son rôle et se met, comme on l'a vu récemment en France ou aux États-Unis, à porter des jugements d'opportunité suspects d'être partisans met gravement en danger sa propre légitimité. C'est alors que l'on pourra aussi s'inquiéter d'un éventuel « gouvernement des juges ». Quant à l'expertise, si elle se referme sur elle-même et organise un pouvoir d'autorité distinct au lieu d'irriguer la délibération et l'évaluation démocratique, elle dérive vers ce que l'on a coutume d'appeler le pouvoir technocratique. Ces exigences s'appliquent à toute collectivité et pas seulement aux formes institutionnelles classiques. Si nous prenons l'exemple du débat au sein d'une association comme ATTAC, on repère fortement la fonction « constituante » portée par le collège des fondateurs et la fonction d'expertise portée par le conseil scientifique. En revanche, la fonction d'expression collective se trouve actuellement insuffisamment représentée car l'association n'avait pas clairement prévu dans ses statuts initiaux qu'elle deviendrait un véritable mouvement de plusieurs dizaines de milliers d'adhérents.

Cette qualité démocratique est d'autant plus requise du mouvement civique et social en émergence à l'échelle mondiale que c'est sur ce terrain que les précédentes tentatives d'alternative au capitalisme ont échoué. Toutes les forces qui ont aujourd'hui pour point commun l'imaginaire d'un autre monde possible se doivent de travailler en leur propre sein à dépasser les logiques de rivalité et de suspicion qui en leur temps ont miné le mouvement ouvrier et ses composantes politiques et sociales. Ce ne sont ni les différences, ni les désaccords qui sont dangereux : ce sont les malentendus, les procès d'intention, les logiques de rivalité et de rapports de force. La pluralité des traditions politiques, culturelles et spirituelles qui composent le mouvement de « l'altermondialisation » est une force et non une faiblesse, à condition de construire collectivement en son sein une éthique et une qualité démocratique à la mesure de ses ambitions. Pour les mouvements civiques européens, cela signifie qu'il ne suffit pas de proposer une Europe « puissance » par rapport à une Europe « espace » conçue comme un simple marché. Il faut préciser la nature de cette puissance. Car si l'Europe doit donner au monde, voire à elle-même, à ses propres peuples, l'impression qu'elle renoue avec une forme de puissance de domination, alors la peur à son égard sera à la fois une peur extérieure des autres peuples, et une peur intérieure. Celle notamment des petits pays, qui trouveront alors la domination américaine plus légère que celle de pays comme la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Loin d'être une menace pour le reste du monde, cette Europe politique peut être au contraire une chance, parce qu'elle peut aider l'humanité à construire une démocratie mondiale. La société civile et civique européenne doit en tout cas le proposer et s'engager elle-même dans cette direction afin de construire son lien avec la société civile et civique internationale. Ce peut être l'enjeu du Forum social européen de Florence qui doit se tenir à l'automne. ●